

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 24/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE

ZI du Bois H+trel
27340 Criquebeuf-Sur-Seine

Références : UDRD-2024-12-T-904
Code AIOT : 0005801394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2024 dans l'établissement CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE implanté Lieu-dit Les sablons 76530 Yville-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 19/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a pour objectif de vérifier le respect des dispositions des deux arrêtés préfectoraux en date du 18/09/2024 mettant en demeure d'une part la société CBN de procéder à l'ennoiement sous plan d'eau des déchets pyriteux et d'autre part la société SNCF RESEAU de justifier de la bonne gestion desdits déchets en qualité de producteur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE
- Lieu-dit Les sablons 76530 Yville-sur-Seine
- Code AIOT : 0005801394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site est une carrière localisée dans la vallée de la Seine, sur la boucle d'Anneville-Ambourville, et qui extrait à sec puis sous eau, des sables et graviers provenant des formations alluviales anciennes. Une partie du site fait l'objet de remblaiement avec des matériaux, dont certains proviennent d'Ile de France.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 6.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Ennoiment des déchets pyriteux sous eau	Arrêté Préfectoral du 18/09/2024, article 1er	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté que les travaux d'ennoiment des terres pyriteuses ont été convenablement exécutés. Aussi, il est proposé de lever les dispositions des 2 arrêtés de mise en demeure en date du 18/9/2024 enjoignant d'une part la société CBN de procéder au chantier d'ennoiment des terres pyriteuses et SNCF RESEAU d'autre part de justifier de la bonne gestion de ses déchets en qualité de producteur au sein de la carrière CBN.

Par ailleurs, une demande est formulée par l'inspection quant à la présence de dégradations de la piste principale qui dessert la carrière des Sablons. Il est demandé à CBN de procéder à la réfection des portions de voies endommagées sous 2 mois (comblement des nids de poules).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ennoiment des déchets pyriteux sous eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2024, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Ennoiment des déchets pyriteux sous eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE, dont le siège social est situé zone industrielle - Zone Bleue à ROUXMESNIL-BOUTEILLES (76370), est mise en demeure de respecter avant le 31 décembre 2024, pour son site situé à Anneville-Ambourville et Yville-sur-Seine (76530) au lieu-dit « Les Sablons », les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 8.4.6.7. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2022 relatif aux « Mesures spécifiques relatives à la mise en remblais des déblais pyriteux » qui prévoient que :</p> <p>« L'exploitant procède, dès notification du présent arrêté, à l'immersion des déblais pyriteux déjà remblayés sur le site de la carrière et stockés hors d'eau. Pour ce faire, l'exploitant vérifie à nouveau l'absence d'oxydation de ces déblais 24 h avant leur immersion, en suivant le protocole défini pour</p>

admettre les déblais pyriteux sur la carrière. Cette vérification consiste en :

- une mesure du pH d'un nombre suffisant d'échantillons prélevés au sein de ces déblais (ce nombre sera à justifier en fonction du tonnage des déblais stockés hors d'eau) ;
- ainsi que la vérification de l'absence de rouille visible sur ces déblais ».

Cette mise en demeure est réputée satisfaite si :

- les travaux d'ennoiment et/ou d'excavation des déchets sont réalisés avant le 31 décembre 2024 ;
- l'exploitant justifie, sous ce même délai, que tous les remblais pyriteux remblayés en phases 1a et 1b au-dessus de la cote 0 m NGF et ne présentant pas de signe d'oxydation dans les 24h précédant leur immersion (mesure de pH et vérification de l'absence de rouille) ont été déplacés et immergés sous eau sous la cote de 0 m NGF ;
- et/ou l'exploitant justifie, sous ce même délai, que chaque maille excavée présentant des signes d'oxydation a été évacuée vers une filière extérieure adaptée et dûment autorisée à recevoir des déblais pyriteux potentiellement acidogènes.

Constats :

Lors d'une présentation en salle et sur la base de documents transmis préalablement à l'inspection, il a été constaté que les terres de tunnelier pyriteuses issues du chantier EOLE qui étaient stockées hors d'eau au droit des carreaux afférents à la phase 1a ont été mises sous eau dans le plan d'eau au droit de la phase 3 de la carrière des Sablons de CBN. Le chantier s'est déroulé du 4 septembre au 8 octobre 2024.

Le chantier a été mis en œuvre comme suit:

- extraction des déblais concernés (sable noir) à la pelle à long bras avec relevé GPS (dont cote altimétrique de terrassement), et présents au dessus de la côte de la nappe (plan de terrassement fourni),
- contrôle du pH et de la couleur pour s'assurer de l'absence de trace d'oxydation (feuilles journalières de suivi avec photos à l'appui, pH compris entre 8 et 8.5),
- transport en camions depuis les carreaux de la phase 1a vers le plan d'eau de la phase 3 pour alimentation d'une trémie, acheminement des matériaux sur bande transporteuse flottante et déversement dans le plan d'eau,
- ennoiment avec contrôle de la profondeur dans le plan d'eau (au milieu) au sonar, mise sous eau sous la cote 0mNGF,
- relevé par un géomètre expert en fin de chantier pour élaboration d'une carte bathymétrique,
- contrôle du pH dans le bassin en fin de journée,
- recouvrement des déblais pour éviter qu'ils ne restent à l'air libre avec d'autres matériaux.

Selon les fiches journalières, le chantier a été interrompu 1 semaine entre le 25/9 et le 1er/10/2024. Les fiches ne mettent en évidence aucune anomalie sur les paramètres pH et couleur des déblais, caractéristiques d'une oxydation. Aussi, l'ensemble des matériaux a été géré au sein de la carrière CBN.

CBN a fait constater le déroulé du chantier par huissier de justice, lequel est intervenu 4 fois (13/9, 19/9, 26/9 et 3/10), sans prévenir, matin et soir. Un rapport documenté a d'ailleurs été formalisé.

La carte bathymétrique des fonds (sous eau) indique la présence de matériaux à une cote inférieure à 0m NGF en tout point du remblai, la surface du plan d'eau étant à 2,04m NGF.

Concernant les volumes, l'estimatif initial des 50 000t avait été surévalué, certains déblais étaient déjà sous la nappe en zone phase 1a et la zone enveloppe estimée initialement en surface s'est avérée moins grande que prévu. Ainsi, le tonnage total qui a été ennoyé dans cette opération est

<p>de 31 306 t (selon l'estimation de la société prestataire de la pelle à long bras).</p> <p>Par ailleurs, le risque de contamination (au sulfate) du gisement en cours d'extraction dans le bassin de la phase 3 a pu être écarté au travers d'analyses de la qualité des matériaux extraits par l'exploitant CBN.</p> <p>Enfin, le suivi des eaux souterraines s'est poursuivi toutes les 2 semaines au travers d'un réseau de 4 piézomètres (Pz7, Pz1, Pz2 et PzST3 qui est le plus en aval du lieu du chantier) ainsi que la surveillance des eaux de surface (bassin ph.14) dans le plan d'eau. Ces suivis ne montrent pas d'évolution significatives des relevés, en particulier des sulfates.</p> <p>Sur le terrain, il a été constaté que la zone Sud au droit de la phase 1a a fait l'objet d'excavation. Aucune trace de "sable noir" n'était visible lors de l'inspection. La zone centrale et celle plus au Nord ont déjà été remblayées par d'autres matériaux par CBN.</p> <p>Relevé de décisions:</p> <p>Les dispositions des articles 1ers des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 18/9/2024 enjoignant CBN à envoyer les déchets pyriteux sous eau et SNCF RESEAU à justifier de la bonne gestion de ses déchets au sein de la carrière CBN sont respectées. Il est proposé à M. le préfet de lever les 2 mises en demeure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 6.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des pistes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les pistes sont entretenues afin d'éviter les nids de poule.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté l'absence d'enrobé par endroit et des dégradations au niveau de la voie principale d'accès à la carrière des Sablons, notamment au droit d'un virage. Des "nids de poules" assez importants ont été constatés sur la piste (cf. photo).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°1:</p> <p>L'exploitant procédera sous 2 mois à la réfection de la piste de circulation, en comblant les cavités présentes sur la principale voie de circulation sur la carrière des Sablons.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois